

**Décret**

Entrée en vigueur :

01.01.2007

*du 3 octobre 2006***modifiant le décret relatif à une conception générale  
de l'intégration des technologies de l'information  
et de la communication dans l'enseignement,  
à tous les degrés de la scolarité**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 4 juillet 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète :***Art. 1**

Le décret du 18 septembre 2001 relatif à une conception générale de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement, à tous les degrés de la scolarité (RSF 410.7), est modifié comme il suit :

**Art. 1**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat met en œuvre une conception générale de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement (ci-après : concept global fri-tic).

<sup>2</sup> Le concept global fri-tic s'applique aux écoles suivantes : les écoles enfantines, les écoles primaires, les écoles du cycle d'orientation, les écoles de l'enseignement spécialisé, les écoles secondaires du deuxième degré ainsi que la Haute Ecole pédagogique (HEP).

<sup>3</sup> Les écoles suivantes collaborent dans le cadre du concept global fri-tic et peuvent faire appel, de cas en cas, aux ressources du Centre prévu à l'article 2 :

- a) les écoles professionnelles et l'Ecole des métiers;
- b) l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg;
- c) le Conservatoire.

<sup>4</sup> La durée de mise en place du concept global fri-tic est conçue sur une période de huit ans. A l'issue de cette période, un rapport sera présenté au Grand Conseil.

<sup>5</sup> Le Conseil d'Etat émet des directives concernant la formation des enseignants et enseignantes, les plans d'études et les équipements.

**Art. 2**

*Remplacer «Centre FRI-TIC» par «Centre fri-tic» dans les quatre alinéas de cet article.*

**Art. 3**

*Remplacer «enseignants» par «enseignants et enseignantes» et «Centre FRI-TIC» par «Centre fri-tic».*

**Art. 4 al. 1**

<sup>1</sup> Les crédits de paiements seront portés aux budgets des années 2002 à 2008.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

<sup>2</sup> Ce décret n'est soumis ni au referendum législatif ni au referendum financier.

Le Président :

A. ACKERMANN

La Secrétaire générale :

M. ENGHEBEN